

Questions orales

LA COLLINE DU PARLEMENT

LE COÛT DE LA RÉPARATION DES DOMMAGES CAUSÉS PAR LA FIXATION DES BARRIÈRES SUR LA VOIE D'ACCÈS

M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Travaux publics, si quelqu'un peut le réveiller. Au sujet des nouvelles mesures de sécurité instaurées sur la colline, surtout la nouvelle méthode d'ancrer des barrières sur la voie d'accès en face de la Chambre des communes, le ministre a-t-il une idée de ce qu'il en coûtera au gouvernement pour réparer les nombreux trous qui ont été faits dans le pavé?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je dois déclarer que cette question n'est pas de la compétence du ministre des Travaux publics. Elle relève de l'Orateur.

* * *

[Français]

LE PROGRAMME ANTI-INFLATION

LA JURIDICTION DE LA COMMISSION SUR LES PRIX DES REPAS À MONTRÉAL—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Jacques Lavoie (Hochelaga): Monsieur le président, ma question s'adresse à l'honorable ministre des Finances.

Étant donné le fait qu'un quotidien de Montréal rapportait hier matin qu'il y aurait des augmentations du coût des repas dans les restaurants, qui atteindraient jusqu'à 40 p. 100, en particulier dans la région de Montréal, dans le cadre de la tenue des Jeux olympiques 1976, le ministre peut-il dire à la Chambre s'il entend consulter la Commission anti-inflation au sujet de ces augmentations qui dépassent le pourcentage permis, et s'il a déjà consulté la Commission, peut-il dire à la Chambre quels mécanismes de contrôle seront mis sur pied à ce sujet?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je dois signaler le fait que les petites entreprises ne tombent pas sous le contrôle de la Commission anti-inflation ou de la loi anti-inflation. Les grandes entreprises comme, par exemple, les hôtels de sociétés de chemins de fer, tombent sous le contrôle de la Commission, et les formes de contrôle sont indiquées dans les règlements issus de la loi anti-inflation.

* * *

[Traduction]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LES RAPPORTS RELATIFS À LA FAIBLESSE DES SOMMES CONSACRÉES AU LOGEMENT ET À LA CONSOMMATION

M. Max Saltsman (Waterloo-Cambridge): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre des Finances une question au sujet des données énoncées dans l'indicateur des tendances de la Banque Royale. D'après cet indicateur, la croissance de l'économie est plus lente que prévue, l'augmentation de trimestre en trimestre est la plus faible depuis que l'indice a repris sa tendance à la hausse au cours du premier trimestre de 1975; de plus, les dépenses de consommation et de logement sont faibles. Puis-je demander au ministre, à la lumière des indices décevants dans le secteur de l'économie, s'il a pris des mesures supplémentaires pour accroître les dépenses de consommation et de construction de logements au Canada?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, l'indicateur des tendances semble carrément démenti par les comptes nationaux pour le premier

[M. Munro (Hamilton-Est).]

trimestre, puisque ceux-ci montrent un taux de croissance de 2.7 p. 100.

M. Stanfield: Non, non.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'OPPORTUNITÉ D'INSTANCES AUPRÈS DE L'ANGOLA EN FAVEUR DE LA COMMUTATION DE LA PEINE DE MORT IMPOSÉE AUX MERCENAIRES

M. Ralph Stewart (Cochrane): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre? Selon toute apparence, le Parlement canadien a exprimé sa volonté d'abolir la peine capitale au Canada; en conséquence, le gouvernement songe-t-il à demander au gouvernement de l'Angola de commuer les peines de mort imposées aux ressortissants étrangers qui s'y trouvaient à titre de mercenaires?

[Français]

Mlle Monique Bégin (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je ne me permettrai pas de faire des observations sur l'abolition de la peine capitale dans d'autres pays. Le fait est qu'à la première lecture des rapports journalistiques relatifs à la condamnation à mort de quatre mercenaires en Angola, certains d'entre nous peuvent se révolter. Nous avons reconnu le gouvernement de l'Angola, et je vais transmettre au ministre la demande de l'honorable député, et voir s'il y a moyen de faire des instances, mais je n'en suis pas certaine du tout.

* * *

[Traduction]

LES POSTES

L'ARRIÈRE APPARENT DANS LA DISTRIBUTION DU COURRIER DE PREMIÈRE CLASSE À VANCOUVER—LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Postes. Compte tenu des rumeurs qui nous viennent du bureau de poste de Vancouver où on accuserait un retard d'au moins un mois dans l'acheminement du courrier de première classe, lequel sera livré on ne sait quand, si jamais il peut l'être, et dans ce cas, ce serait au hasard, je demande quelles dispositions le ministre des Postes entend prendre pour rattraper ce retard et quand il compte pouvoir annoncer la livraison normale du courrier à Vancouver.

L'hon. Bryce Mackasey (ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, nous ne lisons pas les mêmes journaux.

M. l'Orateur: A l'ordre. Avant de passer aux affaires courantes, j'aimerais rappeler que le député de Northumberland-Durham a soulevé un point il y a quelques instants en posant une question que j'ai écartée, parce qu'elle s'adressait au ministre des Travaux publics. En fait, le député a soulevé la question de la responsabilité de la présidence. Je ne dis pas que la décision prise aujourd'hui concernant les préparatifs à l'extérieur de la Chambre a été prise à la légère ou qu'il ne faudrait pas encourager les députés à se renseigner sur ces travaux. La décision s'inspire de l'expérience. Il s'agit d'un essai. Les barrières seront enlevées aussitôt que possible, dès qu'elles ne seront plus jugées nécessaires. Je pense que le moment est déjà venu de le faire. C'est un essai dont nous pourrions tous tirer nos conclusions, je l'espère, afin de voir si de telles précautions seront nécessaires dans l'avenir; mais il est impossible de poser des questions comme celle qu'a posée